



à

Monsieur Alain SERE

Inspecteur Général de Technologie
INSPECTION GENERALE
107 rue de Grenelle
75007 PARIS

AB/YC/

Paris, le 17 novembre 2008

Monsieur l'Inspecteur Général,

Nous nous permettons de vous alerter sur les conditions de mise en œuvre du programme de Technologie en collège qui devrait intervenir dès septembre 2009 et sur tous les niveaux.

Rédigé sur la base du programme de 6^{ème}, mis en application en septembre 2005 et jamais évalué depuis, ce nouveau programme proposé en consultation en avril 2008 a été fortement critiqué par les collègues qui considèrent qu'il est une dénaturation complète de leur discipline. Rejeté ensuite par le Conseil Supérieur de l'Education le 3 juillet 2008 au cours duquel il n'a recueilli aucune voix pour, il a pourtant été publié au BO spécial n°6 du 28 août 2008, quasiment sans modification, pour sa mise en application dès la rentrée 2009.

Depuis les informations que nous recevons des académies montrent que les actions de formations et leurs modalités d'organisation ne sont pas à la hauteur des besoins que nécessiteraient l'accompagnement et la mise en œuvre d'un tel programme.

D'autre part, les guides d'agencement, que certains IA-IPR diffusent avec leurs recommandations, manquent totalement de réalisme et ne sont pas adaptés aux surfaces des espaces existant dans les établissements. Le programme, qui pourtant insiste sur la notion de sécurité lors des réalisations, ignore délibérément la nécessité de faire référence à des groupes à effectifs allégés, ce qui crée une situation inadmissible dans les établissements pour les collègues qui ne peuvent s'appuyer sur aucun texte pour obtenir les conditions décentes de mise en œuvre du programme

Enfin, la mise en œuvre de ce programme impose un matériel didactique varié et coûteux que les établissements ne pourront supporter sur leurs fonds propres et que les Conseils Généraux n'ont pas prévu dans leurs dotations pour la rentrée 2009.

Compte tenu de ces éléments, il nous apparaît complètement irréaliste d'envisager la mise en œuvre de ce programme sur les quatre niveaux simultanément à la rentrée 2009, dans des

conditions respectueuses des élèves et des enseignants de la Technologie en collège.

Pour ces motifs nous vous demandons que la mise en application de ce programme soit suspendue, laissant le temps à un réel débat de s'engager entre les différents partenaires, les parents et les enseignants afin de s'assurer que les fondements de la discipline, créée en 1985, soient préservés.

Maintenir un tel programme, dans de telles conditions de mise en œuvre ne pourrait que conduire à la dégradation de l'éducation et de la culture technologiques en France.

Dans l'attente, veuillez agréer, Monsieur l'Inspecteur Général, l'expression de notre considération distinguée.

Roland HUBERT
S.N.E.S.

Guillaume TOUZE
S.G.E.N.

Christian HOUDRE
A.E.A.T

Nicole FLORENCE
S.N.F.O.L.C.

Christine LAFONT
SUD EDUCATION

Christophe GODARD
UNSEN CGT Educ'Action